

F - NOTICE D'HYGIENE ET DE SECURITE

1. - Dispositions générales

- 1.1. - OBJET
- 1.2. - CHSCT
- 1.3. - MEDECINE DU TRAVAIL
- 1.4. - RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES
- 1.5. - STATISTIQUES DES ACCIDENTS DE TRAVAIL

2. - Organisation générale

- 2.1. - EFFECTIF ET RYTHME DE TRAVAIL
- 2.2. - FORMATION DU PERSONNEL

3. - Classification et caractérisation des risques

4. - Moyens de protection et de prévention

5. - Organisation de la sécurité dans l'entreprise

6. - Hygiène du travail

- 3.1. - AMENAGEMENT ET HYGIENE DES LIEUX DE TRAVAIL
- 3.2. - AMBIANCE DES LIEUX DE TRAVAIL

7. - Sécurité du travail

- 4.1. - ORGANISATION
- 4.2. - PROTECTION DES TRAVAILLEURS
- 4.3. - EVALUATION DES RISQUES
- 4.4. - AFFICHAGE
- 4.5. - CONSIGNES DE SECURITE
- 4.6. - MOYENS DE SECOURS

8. - Textes de portée générale

- 5.1. - TEXTES CODIFIES DANS LE CODE DU TRAVAIL
- 5.2. - TEXTES NON CODIFIES
- 5.3. - TEXTES DE PORTEE SPECIFIQUE

Table des matières

.....	1
F - NOTICE D'HYGIENE ET DE SECURITE	1
1. - Dispositions générales	4
1.1. - OBJET	4
1.2. - CHSCT	4
1.3. - MEDECINE DU TRAVAIL	5
1.4. - RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES	5
1.5. - STATISTIQUES DES ACCIDENTS DE TRAVAIL	5
2. - Organisation générale	6
2.1. - EFFECTIF ET RYTHME DE TRAVAIL	6
2.2. - FORMATION DU PERSONNEL	6
3. - Classification et caractérisation des risques (cf. étude de danger).....	7
4. - Moyens de protection et de prévention	10
5.- Organisation de la sécurité dans l'entreprise	13
6.- Hygiène	14
6.2. - AMENAGEMENT ET HYGIENE DES LIEUX DE TRAVAIL	15
6.3. - AMBIANCE DES LIEUX DE TRAVAIL	15
7. - Sécurité du travail	17
7.2. - PROTECTION DES TRAVAILLEURS	18
7.3. - EVALUATION DES RISQUES	20
7.4. - AFFICHAGE	21
7.5. - CONSIGNES DE SECURITE	21
7.6. - MOYENS DE SECOURS	22
8. - Textes de portée générale.....	22

8.1. – TEXTES CODIFIES DANS LE CODE DU TRAVAIL	22
8.2. - TEXTES NON CODIFIES	23
8.3. - TEXTES DE PORTEE SPECIFIQUE	24

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Taux de fréquence et de gravité des accidents de travail au sein de la société LAVALIM	5
Tableau 2 : Horaires de travail	6

1. - Dispositions générales

1.1. - OBJET

Cette notice a pour objet de décrire l'ensemble des mesures à assurer l'hygiène et la sécurité du personnel.

Elle présente l'ensemble des dispositions qui sont prises conformément à la législation et aux diverses réglementations en vigueur.

- ◆ le Code de l'Environnement et le décret d'application n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié par le décret n° 94-484 du 09 juin 1994,
- ◆ le Code de l'Environnement l'article R 512-6
- ◆ le Code du Travail : article L 4121-1 et suivants
- ◆ la circulaire DRT numéro 2006/10 du 14 Avril 2006.

Étant donné sa nature, l'activité du site nécessite peu de dispositions spéciales, les risques évoqués dans l'étude des dangers étant d'un caractère assez courant.

Ces dispositions particulières concernent :

- Les procédures de lavage des camions qui fixent les conditions générales dans lesquelles doivent se dérouler les opérations et qui ont été exposées dans les études d'impact et de dangers
- Les précautions à prendre relativement aux dangers inhérents à l'activité.

1.2. - CHSCT

La société LAV'ALIM emploie actuellement 14 personnes, en C.D.I. ou intérim, sur le site de production de Gauchy.

Le site LAV'ALIM de Gauchy n'a pas d'obligation de CHSCT (obligation > 50 salariés)

L'établissement comporte une délégation unique "Délégué du Personnel" (obligation > 11 salariés) – qui propose des améliorations notamment en matière de sécurité et conditions de travail.

1.3. - MEDECINE DU TRAVAIL

L'ensemble du personnel de la société est suivi par un médecin qui procède à la visite médicale réglementaire.

Lors de toute embauche, le personnel suit une visite médicale d'aptitude. La surveillance médicale du personnel est assurée par un médecin du travail interentreprises. Au-delà des visites médicales et d'une action soutenue concernant la médecine préventive, le médecin du travail inter-entreprises assure un dialogue permanent avec l'ensemble des travailleurs sur les conditions de travail et de sécurité dans l'usine.

Une armoire de soins de première urgence est mise à la disposition du personnel Sauveteur Secouriste du Travail.

1.4. - RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES

Il n'y a pas de risque de maladies professionnelles avérées au sein de l'établissement LAV'ALIM de Gauchy.

1.5. - STATISTIQUES DES ACCIDENTS DE TRAVAIL

Les accidents de travail au sein de l'entreprise sont répertoriés et font l'objet d'interprétation à l'aide des indices calculés suivants.

Taux de fréquence :

Nombre d'accident du travail avec arrêt x 1 000 000 / nombre d'heures travaillées.

Taux de gravité :

Nombre de journée avec arrêt de travail ou d'indemnités journalières x 1000 / nombre d'heures travaillées.

Années	Taux de fréquence	Taux de gravité
2017	0	0
2018	0	0

Tableau 1 : Taux de fréquence et de gravité des accidents de travail au sein de la société
LAV'ALIM

2. - Organisation générale

2.1. - EFFECTIF ET RYTHME DE TRAVAIL

Effectif

L'effectif de l'établissement LAV'ALIM sur le site de Gauchy est de 14 salariés.

Horaires de fonctionnement

Le site fonctionne du lundi au vendredi et le samedi matin, soit 5,5 jours par semaine.

Le nombre de jours travaillés s'élève à 260 jours par an.

Les horaires s'établissent de la façon suivante :

	Horaires
Production	Du lundi au vendredi : 6h00-20h00
Administratif / encadrement	Du lundi au vendredi : 6h00-20h00
Entretien des installations	Du lundi au vendredi : 6h00-20h00

Tableau 2 : Horaires de travail

2.2. - FORMATION DU PERSONNEL

La technicité même des opérations réalisées sur le site nécessite une formation particulière des différents employés. Des campagnes pour la sécurité sont périodiquement renouvelées dans l'ensemble des unités de groupe.

Le personnel est formé par des organismes agréés à différents aspects de l'hygiène et de la sécurité selon son affectation dans l'entreprise :

- ♦ formation équipe de première intervention,
- ♦ formation gestes et postures,
- ♦ formation CACES pour les conducteurs des engins,
- ♦ formation électricité BT et risques électriques,
- ♦ formation Sauveteurs Secouristes du Travail.

L'ensemble du personnel maîtrise les risques professionnels. La formation du personnel est assurée en interne et comporte une analyse des risques inhérents à l'activité et aux mesures de prévention qui en découlent.

3. - Classification et caractérisation des risques (cf. étude de danger)

3.1. Risques accidentels liés aux installations

3.1.1. Incendie

Certains événements répertoriés sur la base de données ARIA sont des incendies. Néanmoins les mesures mises en place sur le site permettent de réduire considérablement les risques :

- Citernes routières accédant au site toujours vides
- Inertage systématique pratiqué au moyen de vapeur d'eau détendue (annihile pratiquement tout risque d'incendie).
- Installations techniques non combustibles (charpentes acier, façades en parpaing et en béton).

3.1.2. Explosion

Une explosion peut être le fait soit de la décomposition rapide d'un explosif intrinsèque, soit d'une combustion très vive qui engendre des gaz et dégage de l'énergie, il en résulte une augmentation concomitante de la température et de la pression.

Les effets sont de trois sortes :

- L'émission d'un rayonnement thermique généralement très bref et de ce fait peu dissipateur d'énergie,
- L'endommagement de l'enceinte,
- La propagation d'une onde de choc consécutive à la détente des gaz.

Ce risque est abordé au sein de l'étude de danger.

3.1.3. Pollution des sols et de l'eau

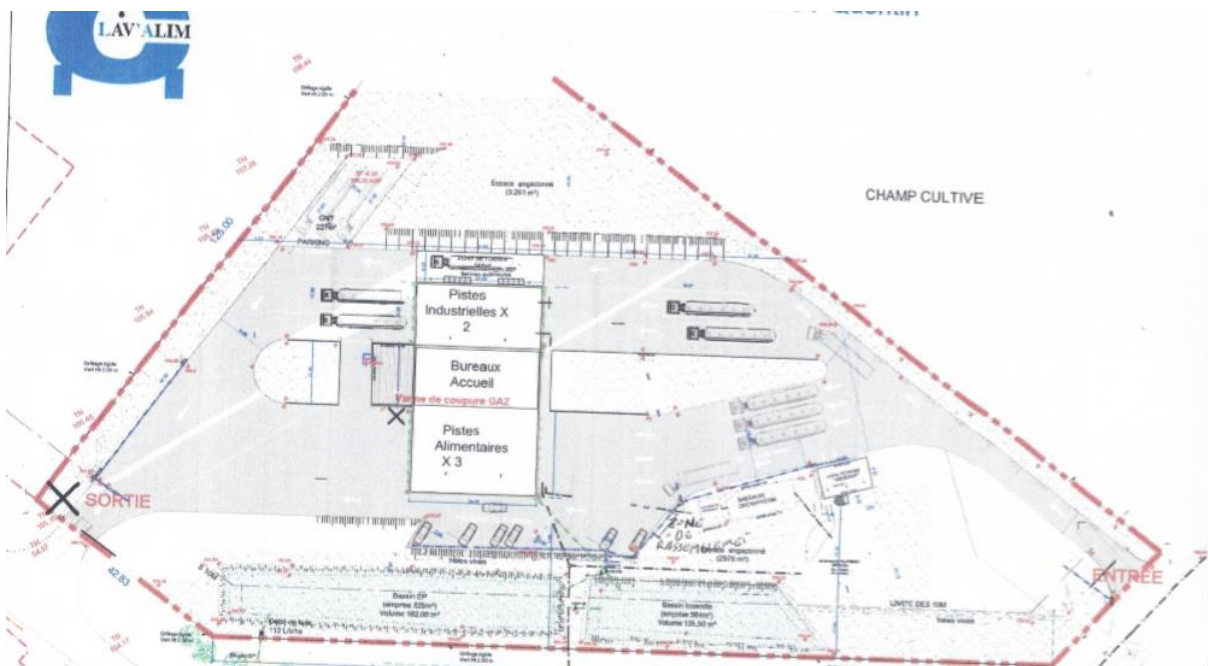
En termes de rejets dangereux, les mesures mises en place sur le site de Gauchy : zone de travail totalement étanche, collecte des déchets liquides et pulvérulents sur revêtement étanche, stockage des produits de maintenance sur rétention, réduisent ces risques.

3.1.4. Circulation interne

La circulation des véhicules présente également un risque d'origine mécanique. Il peut s'agir des véhicules lourds, des véhicules du public ou du personnel ou des engins de manutention. La circulation des camions, de la chargeuse et des piétons peut entraîner un certain nombre de risques d'accident par collision avec un obstacle ou un autre véhicule en mouvement.

Le plan de circulation de l'entreprise comprend :

- ◆ voies de circulation communes pour les camions, les véhicules légers,
- ◆ sens bidirectionnel pour la circulation des camions,
- ◆ vitesse limitée à 30 km/h sur le site,
- ◆ priorité au chariot élévateur.



3.2. Risques extérieurs à la société

3.2.1. Malveillance

Selon la base de données ARIA, l'industrie du lavage de citerne n'est pas touchée par ce type d'acte. Néanmoins, le risque de vol de matériel reste présent.

3.2.2. Foudre

Le niveau kéraunique de la région (nombre de jours où le tonnerre a été entendu par an) est de 12. Ce niveau permet d'estimer la probabilité de coup de foudre par km^2 et par an à 1,18.

La surface de l'emprise étant de 15500 m^2 , soit $0,0155 \text{ km}^2$, la probabilité de sinistre par coup de foudre est de l'ordre de 0,018 coups par an, soit un coup de foudre localisé sur l'emprise tous les 55 ans.

La fréquence spécifique au site de LAV'ALIM est analysée dans l'étude de danger.

3.2.3. Chocs et effets mécaniques

Pour ce type de risque, l'influence des facteurs intrinsèques de l'entreprise est primordiale.

Pour chaque type de risque évoqué, les caractéristiques locales sont :

- Inondation :

- ♦ par débordement de la rivière Somme

La société LAV'ALIM se situe à une côte de 35 m au-dessus de la rivière Somme.

- ♦ par remontée de la nappe phréatique

Sur la zone d'étude le risque de remontée de nappe est de sensibilité faible à moyenne.

- ♦ par événement pluviométrique important

Etant donné la configuration du site, un tel événement à une probabilité très faible de se produire. Historiquement, aucune inondation par événement pluviométrique important n'est recensée.

- ♦ par rupture d'un réseau Alimentation en Eau Potable (AEP)

La rupture du réseau AEP ne provoquerait que des effets très localisés, rapidement jugulés par la coupure du réseau au niveau de l'entrée du site.

- Séisme :

La société LAVALIM est implantée sur la commune de Gauchy.

Cette commune n'est pas située dans une zone de sismicité importante (Zone 1 : sismicité très faible).

Le risque de mouvement sismique important n'est donc pas envisagé.

- Chute d'avion et d'aéronef

D'après la Protection Civile, les risques les plus importants de chute d'un aéronef se situent au moment du décollage et de l'atterrissage.

La zone admise comme étant la plus exposée se trouve à l'intérieur d'un rectangle délimité par :

- une distance de 3 km de part et d'autre en bout de piste
- une distance de 1 km de part et d'autre dans le sens de la largeur

Dans le secteur de Saint-Quentin on recense l'aérodrome de Saint-Quentin Roupy, le plus proche, se situe à 7 km à l'Ouest du site.

Chaque aérodrome est protégé par un plan de servitudes aéronautiques de dégagement qui comprend des prescriptions et des limitations de hauteur, matérialisées par des surfaces de dégagement. Ces servitudes impliquent l'interdiction de créer ou l'obligation de supprimer les obstacles susceptibles de constituer un danger pour la circulation aérienne.

Le site d'étude ne se trouve pas au sein de ces servitudes, toutefois, la commune est susceptible d'être survolée, à une altitude minimale de 150 m par des aéronefs.

4. - Moyens de protection et de prévention

4.1. La prévention des accidents du travail

Toutes les précautions sont prises pour éviter les risques de chute, heurts, asphyxie... Les ouvrages et accès en hauteur sont équipés de rambardes réglementaires, de revêtements de sols anti-glisse, etc. Les accès et couloirs divers sont suffisamment larges et éclairés. Une prescription réglementaire fixe les instructions pour veiller à maintenir un état de propreté soigné des différents locaux dans lesquels les opérateurs sont appelés à se déplacer, pour éviter les risques de glissade.

Une tenue de travail adaptée est mise à la disposition des employés travaillant sur l'aire de lavage proprement dite. Le port de cette tenue est obligatoire. Le port des lunettes, bottes et gants font l'objet d'une attention toute particulière.

La protection contre les machines concerne les têtes de lavage et les pompes. Les têtes de lavage sont montées sur des palans. Une prescription réglementaire réserve l'accès à ces commandes aux seuls employés habilités. Les pompes présentent un risque au démarrage automatique, des panneaux d'information précisent les points nécessitant une précaution particulière, des protections sont installées.

La protection contre les produits dangereux est assurée par un contrôle de l'étiquetage et une prescription sur la qualité des emballages auprès des fournisseurs.

4.2. Prévention des incendies

Les dispositions spéciales adoptées ont été développées dans l'étude des dangers.

Les dispositions générales suivantes sont également respectées :

- L'éclairage et le chauffage des bureaux sont réalisés par des entreprises spécialisées, habituées au respect des différentes normes applicables pour limiter les risques. Sur l'aire de lavage, les équipements électriques sont tous réalisés en courant basse tension, sauf éclairages qui sont de type étanche.
- Les issues de dégagement et les moyens d'extinction figurent sur un plan affiché dans les lieux fréquentés par le personnel
- Un responsable est désigné pour prendre en charge le respect des différentes consignes d'incendie qui sont définies en coordination avec le service des pompiers, compte tenu des dispositions particulières nécessitées par la présence de l'unité
- Les moyens d'extinction sont soumis aux différents contrôles nécessaires à l'examen de leur état de marche, les révisions sont effectuées périodiquement.
- Le circuit électrique fait l'objet d'un suivi régulier par un bureau de contrôle agréé

4.3. Dispositions particulières sur les piste de lavage

L'ensemble des dangers relatifs au lavage est exposé aux différents opérateurs habilités à réaliser les opérations.

La procédure de lavage et les dispositions spéciales énumérées dans l'étude des dangers font l'objet d'une formation particulière :

4.4. Risque de la chaufferie

- L'emploi des moyens de protection incendie
- Le risque d'accidents électriques
- Le contrôle de la qualité des eaux et les précautions à prendre pour faire les prélèvements

4.5. Risques inhérents à l'ouverture des citernes

- Le port des équipements de protection et de sécurité,
- Les conditions à respecter pour l'ouverture des dômes
- Mise à la terre préalable de la citerne
- Eviter tout choc métallique susceptible de produire des étincelles
- Ne pas fumer
- Prendre ses repères d'équilibre quand on se trouve sur une passerelle au-dessus d'une citerne
- Les précautions à prendre pour ouvrir une vanne de vidange de citerne
- Constater le niveau de remplissage avant toute manipulation des vannes
- Ouvrir les vannes avec précaution pour éviter les aspersions

4.6. Risques pouvant provenir du mélange de produits chimiques

- Respecter le port des équipements de protection et de sécurité
- Respecter les consignes de séparation des produits et des déchets ; nettoyer les bacs collecteurs et les vidanger dans les stocks dans les délais les plus brefs.

4.7. Risques résultant de l'emploi des têtes de lavage et des lances d'eau sous pression

- Se soustraire impérativement au jet
- Prendre garde à la réaction sur le poignet lorsqu'on emploie les lances main
- Précaution à prendre pour l'ouverture des vannes de vapeur

4.8. Risques liés à la circulation

Circulation des engins

Un personnel habilité et spécifiquement formé est nommément désigné pour l'utilisation du chariot automoteur. La totalité des personnes devant utiliser un chariot automoteur a reçu une formation spécifique à cette activité.

Circulation de personnes

Dans l'ensemble de l'entreprise, un nettoyage régulier est effectué à la fin de la journée de travail.

4.9. Dispositions particulières sur la station de traitement des eaux

Les opérateurs chargés du contrôle et du fonctionnement de la station des eaux sont avertis des risques présentés par les produits chimiques manipulés et tenus de respecter les consignes de sécurité adéquates (port des vêtements de travail) et des protections obligatoires (lunettes et gants).

5.- Organisation de la sécurité dans l'entreprise

Tout membre du Personnel doit avoir pris connaissance des consignes de sécurité qui sont affichées sur les lieux de travail, les respecter et les faire respecter en fonction de ses responsabilités hiérarchiques et avoir conscience de la gravité des conséquences possibles en cas de non-respect.

Chaque salarié est notamment tenu d'utiliser tous les moyens de protection collectifs ou individuels mis à sa disposition et doit accomplir les travaux qui lui sont confiés en se conformant aux instructions données.

Tout salarié ayant constaté une défaillance ou une anomalie dans les installations ou le fonctionnement de machines ou de véhicules dont il a la charge, doit en informer immédiatement son supérieur hiérarchique.

Un salarié qui estime devoir se retirer d'une situation de travail dont il a un motif raisonnable de penser qu'elle représente un danger grave ou imminent pour sa vie ou sa santé, doit le signaler immédiatement à son supérieur hiérarchique ou son représentant et lui remettre une déclaration écrite dans les 24 heures.

L'établissement est soumis aux dispositions du Code du travail.

Chaque salarié est informé qu'il a un rôle important à jouer en matière de sécurité, tant à l'égard de lui-même qu'à l'égard de ses collègues.

Une formation pratique en matière de sécurité générale est dispensée à tout nouvel embauché.

Une formation spécifique est prévue à destination des caristes

Equipements de protection individuelle : Les salariés disposent autant que de besoin des protections suivantes :

- protecteurs anti-bruit,
- gants,
- chaussures ou bottes de sécurité,
- Lunettes

6.- Hygiène

Mesures destinées à assurer une hygiène correcte dans l'entreprise

6.1.- NETTOYAGE

Un nettoyage journalier de chaque poste de travail sera effectué, de façon) obtenir un état constant de propreté dans les ateliers.

6.2. - AMENAGEMENT ET HYGIENE DES LIEUX DE TRAVAIL

6.2.1. Locaux à disposition du personnel

Le personnel dispose des locaux suivants :

- ◆ des vestiaires pour l'ensemble du personnel de production et de maintenance. Ils sont pourvus d'armoires et de sièges.
- ◆ des locaux sanitaires hommes / femmes,
- ◆ une cuisine - réfectoire est mise à la disposition du personnel du site.

6.2.2. Nettoyage des locaux

Les postes de travail sont tenus en état de propreté de façon permanente. Il en est de même pour tous les locaux sociaux et les sanitaires.

6.2.3. Surveillance médicale de travail

Lors de toute embauche, le personnel suit une visite médicale d'aptitude. La surveillance médicale du personnel est assurée par un médecin du travail inter-entreprises. Au-delà des visites médicales et d'une action soutenue concernant la médecine préventive, le médecin du travail inter-entreprises assure un dialogue permanent avec l'ensemble des travailleurs sur les conditions de travail et de sécurité dans l'usine.

Une armoire de soins de première urgence est mise à la disposition du personnel Sauveteur Secouriste du Travail au niveau de l'administration et des sanitaires de l'atelier.

6.3. - AMBIANCE DES LIEUX DE TRAVAIL

6.3.1. Bruit

Conformément au code du travail, un contrôle de l'exposition au bruit est effectué dans les bâtiments industriels de façon à identifier les travailleurs pour lesquels l'exposition sonore quotidienne atteint ou dépasse le niveau de 80 dB(A) ou pour lesquels la pression acoustique de crête atteint ou dépasse le niveau de 135 dB(C).

Des protecteurs individuels sont mis à disposition du personnel. Toute intervention de maintenance importante se fait installation à l'arrêt.

Il n'y a pas de poste de travail comportant une exposition sonore quotidienne supérieure ou égale au niveau de 85 dB(A).

Les compresseurs choisis sont situés dans un local dédié.

Une étude au poste de travail est réalisée systématiquement à la mise en route de nouveaux équipements.

Les postes de travail et les équipements de production sont tenus en état de propreté de façon permanente. Le nettoyage est assuré régulièrement par le personnel formé de la production.

Les locaux de travail sont convenablement ventilés. Des ventilations assurent des renouvellements d'air conformes à la législation du travail et notamment IV partie, livre II, titre II, Chapitre II, concernant les locaux sanitaires.

6.3.2. Eclairage

Les locaux sont éclairés par de la lumière naturelle ou artificielle conformément au code du travail (article R4223-4) :

LOCAUX AFFECTES AU TRAVAIL et leurs dépendances	VALEURS MINIMALES d'éclairage
Voies de circulation intérieure	40 lux
Bâtiment de production	120 lux
Bâtiments administratifs	120 lux
Bâtiments de stockage	60 lux

ESPACES EXTERIEURS	VALEURS MINIMALES d'éclairage
Voies de circulation externes	10 lux
Espaces extérieurs où sont effectués des travaux à caractère permanent	40 lux

6.3.3. Chauffage

Les bureaux, locaux sociaux et sanitaires sont chauffés par une chaudière au gaz.

7. - Sécurité du travail

7.1. CHSCT

Du fait du nombre de salarié inférieur à 50 personnes, le site ne dispose pas de CHSCT, néanmoins les Délégués du Personnel - Comité d'Entreprise sont présents sur le site.

Dans le cadre de la procédure de demande d'autorisation d'exploiter, ce dernier a été consulté.

Organisation de la sécurité

Dans l'établissement, la sécurité est partie intégrante de la fonction de chacun. Dès l'embauche, ouvriers, agents de maîtrise et cadres sont sensibilisés et formés à l'exploitation et à la sécurité et les interventions de première urgence.

L'entreprise LAV'ALIM établit des plans de prévention pour les interventions des entreprises extérieures, si nécessaires des permis de feu et des protocoles de livraisons pour les chargements/déchargements.

Intervention extérieure

Par l'appel du 015 ou 018, les moyens matériels et humains sont mis en œuvre. C'est le Service Départemental d'Incendie et de Secours qui gère les moyens matériels et humains susceptibles d'intervenir en cas d'accident corporel ou de sinistre sur le site.

7.2. - PROTECTION DES TRAVAILLEURS

Protection contre les pièces en mouvement

Toutes les pièces en mouvement sont protégées par des carters adéquats. Des boutons d'arrêt d'urgence, des dispositifs automatiques de protection sont disposés sur chaque équipement de travail présentant des risques.

Protection des passerelles et escaliers

Tous les escaliers sont munis de garde-corps. Il en est de même pour les passerelles.

Protection individuelle

Pour se protéger des facteurs de risque subsistants, malgré les mesures collectives de prévention mises en place, des moyens de protection individuelle sont fournis au personnel :

- ◆ chaussures ou bottes de sécurité avec semelle antidérapante
- ◆ protections auditives à disposition,
- ◆ gants de protection, casques et lunettes pour certaines activités,
- ◆ demi-masques et masques à disposition.

Ces moyens de protection sont renouvelés en fonction des besoins.

Pour les premiers secours, une armoire de soins est disponible.

Chariot élévateur, circulation, conducteur

Les allées de circulation sont balisées. Les conducteurs du chariot élévateur spécialement formés et reconnus aptes par la Médecine du Travail reçoivent une autorisation de conduite de l'employeur.

Le matériel est vérifié par un organisme extérieur agréé selon les périodicités prescrites.

Objets pesants

Les manutentions manuelles sont limitées au strict minimum. La société LAV'ALIM dispose de moyens de manutention adaptés aux charges soulevées.

Protection contre les atmosphères explosives

Les citernes ayant transporté des produits inflammables avant le lavage sont donneuses d'un risque explosif en partie haute de l'atelier, dans un rayon de 1 mètre autour des différents dômes de la citerne.

Cette disposition impose :

- Une adaptation des organes électriques à la norme CE correspondante : Matériel certifié EEx II 2G T4 (température 135°C)
 - o Les éclairages
 - o Les systèmes de manutention des têtes de lavage s'ils sont électriques
 - o L'armoire de commande des alimentations des têtes de lavage situées sur les passerelles en point haut.
- Une ventilation naturelle systématique par ouverture des deux portails d'entrée et sortie de la piste
- Une procédure de mise à la masse systématique des citernes dès l'arrivée sur la piste
- Une procédure imposant l'introduction immédiate de vapeur vive dans la citerne dès ouverture des dômes et avant toute ouverture des vannes de fond.
- L'utilisation exclusive d'outillage anti-étincelle sur les passerelles
- Une procédure interdisant toute intervention de maintenance ou de contrôle de quelque nature qu'elle soit sur les pistes lorsqu'elles sont occupées par un ensemble routier ayant renfermés de l'alcool alimentaire en cours de lavage.

L'introduction systématique de vapeur est une garantie suffisante de suppression du risque dans la mesure où les vapeurs d'éthanol ont une densité supérieure à celle de l'air ; dont il résulte qu'elles n'ont aucune tendance naturelle à s'échapper directement et massivement par le haut des citernes, sauf sous l'effet de la variation de température qui peut résulter de l'introduction de la citerne sur la piste. Cet effet sera immédiatement inerté par la vapeur d'eau.

Contrôles techniques réglementaires

Les éléments suivants font l'objet des contrôles techniques par des organismes agréés spécifiques selon les périodicités requises :

- ♦ extincteurs,
- ♦ engins de manutention et de levage,
- ♦ installations électriques,
- ♦ appareils à pression (compresseurs d'air, d'eau),

Les contrôles périodiques sont réalisés par des organismes agréés. Les remarques faites lors de ces contrôles font systématiquement l'objet de mises en conformité.

Ces vérifications sont portées sur différents registres et carnets obligatoires à la disposition de l'Inspection du Travail et de l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Les installations électriques font l'objet d'une vérification annuelle. La protection du personnel contre les contacts directs est assurée par l'isolement des matériels électriques ou leur mise sous enveloppe. La protection contre les contacts indirects s'effectue par la mise en place de contrôleur permanent d'isolement et de dispositifs de protection contre les surintensités.

Le personnel amené à intervenir sur ces installations est habilité, par le responsable de l'usine, et a suivi une formation adaptée.

Les mises en conformité régulières des installations sont réalisées après chaque rapport de vérification.

7.3. - EVALUATION DES RISQUES

Le document unique d'évaluation des risques a été réalisé conjointement avec le responsable du personnel et la MSA.

Le document unique est revu annuellement pour intégrer les nouveaux risques identifiés sur les nouvelles installations ou non identifiés précédemment, et qui n'auraient pas été supprimés pendant l'année écoulée.

La liste exhaustive des agents chimiques utilisés dans l'entreprise, réalisée selon le formulaire adressé par la MSA montre qu'aucun produit très toxique, comburant, explosif ne figure parmi les produits utilisés et les déchets, ni dans les matières premières et les produits finis.

7.4. - AFFICHAGE

Conformément à la réglementation, le règlement intérieur est affiché sur les lieux de travail. Les autres affichages apposés dans l'établissement sur des tableaux prévus à cet effet sont constitués entre autres par :

- ◆ le nom et l'adresse de l'inspecteur du travail,
- ◆ les consignes en cas d'incendie,
- ◆ les personnes à prévenir en cas d'incident.

Plan de sécurité

Un plan de sécurité affiché sur les lieux de passage indique pour chaque zone :

- ◆ le chemin d'évacuation et le point de rassemblement,
- ◆ les emplacements des extincteurs,
- ◆ les emplacements des RIA,
- ◆ Les coupures des énergies (gaz, électricité...),
- ◆ Les commandes d'exutoires
- ◆ Les issues de secours

Il est prévu des issues et dégagements de secours en nombre suffisant avec une répartition optimale. La largeur d'une porte est toujours supérieure à 0,80 m.

7.5. - CONSIGNES DE SECURITE

Les consignes de sécurité sont mises en œuvre sur le site. Le cheminement des évacuations est répertorié sur des plans d'évacuation dans les locaux administratifs et bâtiments de production et de stockage.

Les locaux de travail sont largement pourvus en issues de secours et réparties de manière à permettre une évacuation rapide de tous les occupants dans des conditions de sécurité maximale.

7.6. - MOYENS DE SECOURS

Lutte incendie

Des extincteurs mobiles adaptés aux risques sont répartis en nombre suffisant sur le site conformément à la règle R4 de l'APSAD.

Secours aux blessés

Des Secouristes Sauveteurs du Travail ont été formés pour assurer les premiers soins en cas d'accident. Une armoire de premiers soins se trouve au niveau du bureau du responsable de poste. Il est équipé d'un téléphone à utiliser en cas d'urgence.

8. - Textes de portée générale

Cette partie présente l'ensemble des dispositions qui sont prises conformément à la législation et aux diverses réglementations en vigueur.

8.1. – TEXTES CODIFIES DANS LE CODE DU TRAVAIL

Textes codifiés dans le code du travail :

- ♦ L : Partie Loi du code du travail
- ♦ R : Partie Règlement du code du travail

TITRE	CONTENU
R 232.1 R 232.2 R 232.4 R 232.5 R 232.6 R 232.7 R 232.8	Nettoyage Installations sanitaires Sièges Assainissement de l'atmosphère Ambiance thermique Eclairage Prévention des risques dus aux bruits
R 232.10 R 232.11	Repas - Boissons Hébergement
R 233.2 à R 233.3	Machines et appareils dangereux

R 233.14 à R 233.16	Matières inflammables
R 233.17 à R 233.22	Prévention des incendies
R 233.23 à R 233.37	Eclairage et chauffage des locaux
R 233.38 à R 233.41	Issues et dégagements
	Moyens de lutte contre l'incendie
R 233.49 à R 233.51	Procédures de contrôle des appareils, machines, éléments et protecteurs de machines
R 234.16	Jeunes travailleurs
L 231.3.1	Formation sécurité au poste de travail
R 231.32 à R 231.45	
L 231.6	Emballage, mise en vente et emploi de substances ou de préparations dangereuses
R 231.46 à R 231.65	
L 236.1 à L 236.13	Comité d'hygiène, sécurité et conditions de travail
R 236.1 à R 236.14	
R 241.1	Service médical du travail

8.2. - TEXTES NON CODIFIES

TITRE	CONTENU
L 81.3 du 7 janvier 1981	Protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou maladie professionnelle
D du 3 août 1963Liste des	maladies ayant un caractère professionnel dont la déclaration est obligatoire
D n°92-158 du 20 février 1992	Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure intervenante
A du 11 juillet 1977	Liste des travaux nécessitant une surveillance médicale spéciale
L n°82-1097 du 23 décembre 1982	Situation de danger grave et imminent - droit d'alerte et de retrait -

A du 8 octobre 1987	Contrôle périodique des installations d'aération et d'assainissement
A du 9 octobre 1987	Contrôle de l'aération et l'assainissement des locaux de travail pouvant être prescrit par l'inspecteur du travail
D n°88-405 du 21 avril 1988	Protection des travailleurs contre le bruit
D n°88-1056 du 14 novembre 1988	Protection des travailleurs contre les courants électriques

L : Loi

D : Décret

A : Arrêté

L'établissement respecte l'ensemble des dispositions relatives au code du travail et des textes s'y rattachant auxquels il est assujéti.

8.3. - TEXTES DE PORTEE SPECIFIQUE

♦ Loi n° 91-1414 du 31 décembre 1991

Modification du code du travail et du code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition des directives européennes relatives à la santé et la sécurité du travail.

♦ Décret n°92-765 du 29 juillet 1992

Equipements de travail et moyens de protection soumis aux obligations définies au I de l'article L.233.5 du code du travail et modifiant le code du travail (équipements de travail, moyens de protection, équipements de protection individuelle).

♦ Décret n°92-766 du 29 juillet 1992

Procédures de certification de conformité et diverses modalités de contrôle du conformité des équipements de travail et moyens de protection et modifiant le code du travail (procédure applicable, certificat de conformité, contrôle de conformité).

◆ Décret n°92-767 du 29 juillet 1992

Règles techniques et procédures de certification de conformité applicables aux équipements de travail visés aux 1° et 5° de l'article R.233.83 du code du travail et aux moyens de protection visés aux 1° et 2° de l'article R.233.83.2 du code du travail et modifiant le code travail.

◆ Décret n°92-768 du 29 juillet 1992

Règles techniques et procédures de certifications de conformité applicables aux équipements de protection individuelle visés à l'article R233.83.3 du du code du travail et modifiant le code travail.

◆ Décret n°93-40 du 15 janvier 1993

Prescriptions techniques applicables à l'utilisation des équipements de travail, matériel d'occasion, mise en conformité des équipements existants.

◆ Décret n°93-41 du 15 janvier 1993

Mesures d'organisation, conditions de mise en œuvre et d'utilisation.

◆ Arrêté du 11 juillet 1977

Travaux nécessitant une surveillance médicale spéciale.